Jean-David Chamboredon : "La Silicon Valley est devenue too much"

Le président du fonds Isai cède ce lundi son fauteuil de co-président du lobby numérique France Digitale. Cela vaut bien une interview pour brosser le portrait d'un écosystème en pleine croissance.

Temps de lecture : minute

---

9 décembre 2019

C'est la fin d'un cycle pour France Digitale, qui élit ce lundi un·e nouveau ou nouvelle co-président·e. Le lobby du numérique, fondé en 2012 par Marie Ekeland et Marc Ménasé, dans le sillon du mouvement des Pigeons lancé par Jean-David Chamboredon, a déjà à sa tête Frédéric Mazzella. Mais Jean-David Chamboredon, emblématique co-président de la structure, cède sa place. L'occasion de revenir avec lui sur les défis que l'écosystème a surmonté et ceux qu'il doit encore relever.

Maddyness - Qu'est-ce qui a changé pour les entreprises françaises, depuis le mouvement des Pigeons ?

Jean-David Chamboredon - Nous sommes passés d'une situation de sous-capitalisation à une abondance de capitaux. En 2012, les entreprises avaient des difficultés à lever de l'argent, les startups devaient faire appel à une certaine créativité, au système D, pour financer leur activité. Depuis, le montant des levées de fonds a été multiplié par cinq. Nous avons vu apparaître des tours de table significatifs. Prenez BlaBlaCar : en 2012, lorsque l'entreprise a levé 10 millions de dollars, ça paraissait fou ! Aujourd'hui, cela passe presque inaperçu.

Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, il y a un enthousiasme croissant pour le monde de la Tech. C'est notamment dû aux belles histoires, comme celles de BlaBlaCar justement ou de Criteo, qui ont contribué à mettre la France sur la carte de la tech mondiale. Les corporates aussi sont plus dynamiques. Enfin, le fait que les actifs peu risqués ne soient plus rentables rend forcément les produits plus risqués d'autant plus attractifs.

Les gouvernements successifs ont-ils été plus attentifs aux entrepreneurs et investisseurs ?

À l'époque, le capital était tellement taxé que vous ne pouviez pas développer une entreprise. L'état d'esprit a beaucoup évolué sur ce point. La France a accepté l'idée que la valeur se crée parce que des gens prennent des risques. La loi de finances a été rectifiée après la mobilisation des Pigeons (*la disposition relative à l'augmentation des cotisations et des taxations sur la cession d'une entreprise a été supprimée, NDLR*). La mise en place de la flat tax sur les dividendes l'an dernier, le passage de l'impôt sur la fortune à l'impôt sur la fortune immobilière sont autant d'actions qui vont dans ce même sens. Le contexte est donc favorable à l'investissement, y compris pour les business angels. Mais ne nous y trompons pas : nous étions en 2012 dans une situation anormale, avec des taux d'imposition bien au-delà des moyennes européennes ; aujourd'hui, nous sommes revenus dans cette moyenne, il s'agit donc simplement d'un retour à la normale.

L'opinion publique est-elle réconciliée avec les entrepreneurs ?

Les médias se sont emparés du phénomène startup, de la réussite de ces entreprises. La sensibilité du grand public est donc également plus importante, d'autant que le public prend conscience que la Tech crée de la valeur. Et des emplois !

La French Tech a-t-elle contribué à ce changement de regard ?

La French Tech a été lancée en réaction aux Pigeons, pour remobiliser l'écosystème. Et c'est une vraie réussite. Fleur Pellerin a eu l'intelligence de se coordonner avec tous les acteurs de l'écosystème, de ne pas être dans une dynamique trop descendante et c'est ce qui a contribué à faire de la French Tech une marque mobilisatrice. L'idée qu'il existe aujourd'hui à Bercy un groupe d'individus qui ont pour mission de faciliter la vie des entreprises Tech, grâce à des visas spécifiques par exemple, c'est quelque chose de très positif.

Quel bilan tirez-vous de ces années à la tête de France Digitale ?

Certains dossiers ont avancé beaucoup plus vite grâce à France Digitale. L'association est devenu un interlocuteur établi lorsqu'il s'agit des startups. Nous avons engrangé quelques belles victoires sur la taxation des plus-values, les BSPCE, l'économie collaborative... La loi de

finances 2013 aurait pu tuer l'écosystème et nous avons évité cela.

France Digitale est désormais résolument tournée vers l'Europe. Pourquoi cela est-il important ?

Nous n'avons pas réussi à être suffisamment pro-actifs sur le terrain européen mais nous avons été réactifs. Ça a été le cas pour le règlement européen ePrivacy, par exemple, qui était une potentielle catastrophe pour l'ensemble de la chaîne de valeur. Désormais, il faut passer à la phase suivante. L'écosystème tech est encore trop mal compris par les fonctionnaires européens qui, en pensant s'attaquer à Google et Facebook, entravent en fait les startups européennes. Les procédures pour abus de position dominante permettent de contenir les Gafas tout en créant un contexte favorable pour les entrepreneurs européens. Rappelons que plus de 50% des entreprises européennes ne sont actives que dans leur pays. Ce n'est pas à elles de payer pour les Gafas !

Peut-on rêver d'une véritable Europe numérique à la réglementation unifiée ?

C'est déjà le cas sur certains points, comme la TVA qui est à peu près harmonisée. Cela montre donc que c'est possible ! Il reste évidemment beaucoup de choses à faire en matière de cohérence législative et administrative. Prenez le cas de l'actionnariat salarié : en France, nous avons les BSPCE. Mais si vous êtes une entreprise française et que vous employez un salarié allemand, espagnol ou polonais, vous ne pouvez pas lui accorder de BSPCE parce que les dispositifs nationaux ne sont pas interopérables entre eux. Cela prendra du temps mais nous arriverons progressivement à faire bouger les lignes.

La France a du mal à faire émerger des licornes, alors que d'autres pays comme l'Estonie ou la Suède y arrivent. Est-ce qu'une réglementation unifiée ne favoriserait pas certains pays en en pénalisant d'autres ?

Le monde de la Tech est un univers de coopétition : il y a de la compétition mais c'est une forme d'émulation. C'est ce que nous vivons en tant qu'investisseurs, nous avons l'habitude d'être en lice pour le même dossier et nous coopérons pour certaines opérations. Au final, s'il y avait davantage d'opérations de fusions et acquisitions au niveau européen, l'Europe fabriquerait des champions bien plus vite. Les Américains ou les Chinois bénéficient dès le

premier jour d'existence de leur entreprise d'un marché homogène de 1,4 milliard et 300 millions de consommateurs. Si leurs entreprises réussissent à domicile, elles n'ont ensuite plus qu'à passer la frontière pour devenir *de facto* un numéro 1 mondial ! Ce sont ces conditions de réussite que nous devons créer en Europe.

Nous ne sommes donc pas encore de taille à lutter contre ces géants américains ou chinois.

Il n'est pas absurde de vouloir davantage de régulation pour limiter la position dominante de certaines plateformes, c'est l'esprit même des dispositions anti-trust. Mais l'Europe a déjà tous les outils à sa disposition pour faire en sorte que la compétition soit plus saine. Il n'y a qu'à voir ce que fait Margrethe Vestager ! Il faut désormais que cela soit valable à tous les niveaux, notamment pour les activités entre grandes et petites entreprises. Il n'y a pas de raison que des boîtes américaines soient systématiquement numéro 1 ! On sent une inflexion dans la perception de ces grandes entreprises Tech : la Silicon Valley est devenue *too much*. Il y a un excès de concentration des capitaux et du pouvoir qui a contribué à faire émerger des modèles alternatifs, comme la Tech for Good. Il faut prendre en compte des considérations sociales, environnementales pour créer un modèle d'hypercroissance différent.

Emmanuel Macron a affiché sa volonté de voir la France compter 25 licornes françaises d'ici 2025. Cela doit-il être un objectif en soi ?

Je ne suis pas très fan de la notion de licorne qui implique de lever à des conditions parfois purement spéculatives, comme en atteste l'exemple de WeWork et ses vices cachés. Le nombre de licornes françaises n'est pas un objectif mais une mesure des progrès réalisés. C'est un indicateur.

À lire aussi
Faut-il sauver le soldat WeWork ?

Un indicateur qu'on préfère à celui des exits, sur lesquels la France est à la traîne...

Sauf retournement de cycle, nous sommes effectivement en mesure de compter 20, 25 voire 30 licornes d'ici peu. Alors que nous sommes à la traîne sur l'Allemagne ou le Royaume-Uni en matière d'exits. Nous devons créer cette capacité à recycler la valeur, qui est la grande force de la Silicon Valley. Plus nous arriverons à créer de la valeur réelle, c'est-à-dire au moment d'un exit, plus l'écosystème sera robuste. C'est ce que nous avons déjà démontré à l'échelle d'Isai (*le fonds d'investissement dont Jean-David Chamboredon est président, NDLR*) et que nous devons désormais dupliquer dans l'ensemble de l'écosystème.

Mais il y a une contradiction en la matière : si l'on veut créer des entreprises qui se vendront 50 à 150 millions d'euros, il y aura des acheteurs français ; si nous voulons créer des géants, les acheteurs seront américains ou chinois parce que la Bourse européenne n'est pas taillée pour eux actuellement. Il faut donc accepter l'idée que nos champions seront rachetés par des étrangers... jusqu'à ce qu'ils aient la possibilité d'entrer en Bourse en Europe à des conditions intéressantes.

Les dernières annonces, qui découlent du rapport Tibi, ne devraient-elles pas justement contribuer à régler ce problème ?

Le rapport Tibi est une bonne chose, il faut dans les Bourses européennes des équipes capables d'appréhender le modèle économique de l'hyper-croissance. Ainsi, le jour où il y aura des candidats à une cotation, nous serons à même de comprendre et valoriser ces modèles en Europe.

C'est l'un des défis de l'écosystème tech aujourd'hui. Y en a-t-il d'autres ?

Oui, nous devons être toujours plus attractifs pour attirer et rapatrier les talents. Les équipes de nos startups sont encore trop franco-françaises, nous sommes en retard sur ce point. Il nous reste des progrès et des efforts à faire pour attirer davantage de talents étrangers qualifiés.

Et sur le terrain réglementaire, reste-t-il des combats à mener ?

Il y en a toujours ! Il faut continuer de simplifier la fiscalité car il reste des casse-têtes : si vous investissez via le dispositif PEA-PME mais que l'entreprise dans laquelle vous avez investi fusionne avec une entreprise étrangère, alors elle n'est plus éligible au dispositif... Mais si vous n'avez pas trop levier d'investissement, comment cela se passe-t-il ? C'est un exemple mais il existe beaucoup de situations compliquées à gérer.

J'aurais aussi apprécié de pouvoir concrétiser notre mobilisation concernant l'actionariat des contributeurs non-salariés. Donner la possibilité aux travailleurs de Malt ou aux covoitureurs de BlaBlaCar de devenir actionnaires de ces entreprises, c'est une superbe idée ! Et cela permettrait de créer davantage de valeur en ouvrant une fenêtre d'opportunité d'investissement pour les entrepreneurs qui ont vendu leur société.

Le seul sujet qui m'inquiète vraiment, c'est la question du contrôle des investissements étrangers sous prétexte de souveraineté. Si le projet s'avérait trop strict, cela marginaliserait la France. Nous sommes dans une économie mondialisée et l'Europe est aujourd'hui financée par des acteurs anglo-saxons. Notre souverainisme est prématuré : si nous disposions d'acheteurs européens pour nos entreprises, nous en serions ravis ! Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui, il faut être lucides là-dessus.

À lire aussi

Article écrit par Geraldine Russell